



EUROPEAN WOMEN'S  
**LOBBY**  
EUROPEEN DES FEMMES

## Les Femmes ne doivent pas payer le prix du COVID-19 !

### *Mettons l'égalité entre femmes et hommes au cœur de la réponse au COVID-19 dans toute l'Europe<sup>1</sup>*

Dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, le Lobby européen des femmes (LEF), la plus importante association-cadre regroupant plus de 2000 associations de femmes de toute l'Europe, est saisi par ces dernières des situations dramatiques auxquelles font face actuellement des femmes et filles à cause de l'augmentation de la violence masculine, de la pauvreté et des menaces contre leur indépendance économique.

Malgré cela, au cœur de cette crise, les femmes et les organisations de femmes jouent un rôle éminent dans la fourniture des services essentiels et de première ligne. Le LEF exprime son admiration et sa gratitude devant l'importance des engagements en faveur de la population et la solidarité collective alors même que les **femmes constituent la majorité des travailleurs dans les secteurs de la santé, des services sociaux et d'insertion.**

Cette crise nous rappelle que le **social et le soin constituent l'épine dorsale de notre société.** Après des années d'austérité et de réductions dans l'infrastructure sociale et sanitaire, cette crise est un douloureux réveil. Notre société et notre économie allaient dans la mauvaise direction et le moment est venu de repenser nos priorités sociales, économiques et politiques. **Les plans de refonte et de rénovation de nos systèmes post-COVID-19 doivent être fondés sur des valeurs partagées de solidarité et de soins.**

Par cette note de politique générale, le LEF appelle à la reconnaissance des contributions des femmes, sous-évaluées et bien souvent invisibles, et demande à ce que les réponses européennes et nationales à cette crise sanitaire ne laissent pour compte aucune femme ou fille.

Dans la ligne de la **stratégie quinquennale pour l'égalité de genre** de la Commission européenne, cette note réitère le besoin urgent d'**intégrer la perspective de genre** au cœur de toutes les réponses nationales et présente des **recommandations immédiates et à moyen et long terme** à la fois à la Commission européenne et aux États membres.

Ces recommandations mettent l'accent sur la nécessité de **respecter les principes démocratiques, combattre la violence masculine**, créer une **économie féministe** du social et du soin et bâtir un système de santé puissant et égalitaire.

---

<sup>1</sup> Pour la version longue de cette note, cliquez ici [https://womenlobby.org/IMG/pdf/ewl\\_policy\\_brief\\_on\\_covid-19\\_impact\\_on\\_women\\_and\\_girls-2.pdf](https://womenlobby.org/IMG/pdf/ewl_policy_brief_on_covid-19_impact_on_women_and_girls-2.pdf)

## Soutenir l'égalité et défendons les principes démocratiques

Compte-tenu de la crise en cours, beaucoup de gouvernements européens ont obtenu des pouvoirs spéciaux pour faire face aux besoins sanitaires et socio-économiques urgents. Tout en saluant les réponses des gouvernements et les mesures d'urgence adoptées, nous devons cependant rester vigilants. Nos systèmes démocratiques peuvent devenir fragiles en l'absence de **mécanismes rigoureux de transparence et de responsabilité démocratiques**.

Le LEF exhorte les gouvernements à veiller à ce que ces **mesures soient limitées au temps de la crise** et comprennent une **date d'expiration claire**. Les plans de relance des Etats-Membres doivent inclure des mécanismes d'**intégration de la perspective de genre** et utiliser des **données sexo-spécifiques** tout au long de leur mise en place. Les **organisations de femmes** qui fournissent des services essentiels et adaptés doivent être **financées et consultées à tous les niveaux de prise de décision** et sur le long terme. Le budget européen doit de plus permettre que, à long terme, ce que plus jamais les femmes et filles ne portent la majeure partie du poids de l'austérité.

## Combattre en urgence la poussée de violence masculine envers femmes et filles

Alors même que, dans toute l'Europe la violence des hommes contre les femmes est un problème systémique, le confinement et les mesures d'isolement créent un environnement propice au contrôle coercitif des victimes par leurs agresseurs et entraînent plus d'occurrences de violences physique, psychologique et sexuelle. Les données comme les témoignages démontrent une augmentation des cas de violences masculines contre femmes et filles dans toute l'Europe.

Le LEF demande à ce que les services enquêteurs soient particulièrement attentifs à la **détection précoce des victimes**, à ce que les systèmes judiciaires veillent à **maintenir l'accès à la justice** pour ces femmes et à **empêcher la re-victimisation**.

Tous les États membres de l'UE doivent veiller à offrir des services de protection, d'aide financière et de santé, y compris en augmentant le financement des refuges pour les femmes et filles victimes de la violence masculine, pour les femmes sans abri et pour les femmes demandeuses d'asile.

Notre réalité actuelle rappelle le besoin d'une action concertée de l'UE contre les violations généralisées contre les droits des femmes. Tous les États membres doivent, en urgence, ratifier et mettre en œuvre la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et contre la violence domestique, dite **Convention d'Istanbul**.

## Créer une économie féministe et évoluer vers une économie du social et du soin

Une étude récente de l'Institut européen pour l'égalité de genre démontre que les femmes représentent une majorité des travailleurs de première ligne pendant la crise actuelle, représentant 82 % des caissières, 93% des enseignants et gardes d'enfants, 95% des aides ménagères et aidants<sup>2</sup>. Les femmes assurent les soins rémunérés comme non-rémunérés qui permettent à la société de continuer à fonctionner.

Malgré cela, les femmes représentent toujours la majeure partie des travailleurs assurant les travaux précaires, sous-payés et souvent invisibles et sans accès à la protection sociale.

---

<sup>2</sup><https://eige.europa.eu/covid-19-and-gender-equality/frontline-workers>

Dans cette crise, les femmes ont le plus fort taux de risque de perdre leurs emplois, alors qu'elles souffrent de la pauvreté et des conséquences des politiques d'austérité. D'autres doivent concilier leur emploi avec le rôle d'aidant – traditionnellement féminisé – pour les enfants, les personnes malades et les personnes âgées de leur famille.

**Des aides financière et sociale sexo-spécifiques** doivent être disponibles, en particulier pour les femmes ayant des emplois précaires et ce, quelque soit leur statut juridique. **Le budget actuel de l'UE doit aussi permettre de redistribuer les fonds de cohésion** pour compenser les conséquences socio-économiques, sanitaires et environnementales de la crise.

L'Europe doit utiliser cette opportunité pour réévaluer ce qui est essentiel et "précieux" pour la société et l'économie en investissant dans un "*Care deal for Europe*" (tel que proposé dans notre [Purple Pact](#)), qui apporte une solution aux mauvaises conditions de travail dans les secteurs sociaux et sanitaires. Ceci créera de nouveaux emplois et permettra de réduire les écarts de rémunérations entre hommes et femmes, ainsi que les écarts genrés en matière de pauvreté ou de retraite.

#### Veiller à ce que la santé soit une priorité dans toutes les actions de nos sociétés

Nos personnels de santé – dont 76% sont des femmes – encourent le plus grand risque de contamination et les femmes en général, doivent faire face à un risque important pour leur santé lorsqu'elles accouchent seules, ont un accès limité à la contraception et aux services d'avortement d'urgence.

Les femmes âgées sont les plus exposées au COVID-19, en particulier celles de plus de 80 ans, avec des problèmes de santé préexistants, ou demeurant dans des maisons de retraite.

Au LEF, nous pensons aussi à celle qui sont trop souvent laissées aux marges de la société : les femmes et filles ayant des handicaps, les femmes âgées, les femmes et filles demandeuses d'asile, les femmes et filles Roms, les femmes ayant des problèmes de santé ainsi que les femmes concernées par la prostitution.

Il est indéniable que nous avons besoin d'infrastructures sociales et sanitaires solides et d'aides appropriées.

Tous les États membres doivent dès maintenant reconnaître **que les droits des femmes à l'accès à la santé, et leurs droits sexuels et reproductifs font partie des services de santé essentiels.**

Un accès à des services de santé normalisé doit être sûr et disponible pour toutes les femmes, sur la base du **principe de non-discrimination.**

Tous les personnels de services essentiels et de première ligne doivent obtenir **une hausse des aides financières et un accès égal aux services de protection, quelque soit leur statut en matière de migration.**

## Recommandations pour plus de solidarité, d'attention et de changement

Le LEF demande à l'UE et à ses États membres d'agir immédiatement et à long terme pour que toutes les femmes et filles en Europe :

- soient incluses dans les processus de prise de décision pour les réponses d'urgence et pour les plans européens de refonte et de rénovation de nos systèmes, en lien avec les organisations de la société civile représentant les femmes;
- bénéficient de réponses d'urgence adaptées prenant en compte la perspective de genre, soient basées sur des données sexo-spécifiques, et comprenant des dates de fin claires à toute restriction aux droits humains des femmes ;
- aient accès à des services de protection fonctionnels et correctement financés et à des processus qui aident toutes les femmes victimes de la violence masculine, grâce à des mesures à long terme mettant en œuvre la Convention d'Istanbul ;
- aient accès à des services financiers, sociaux et de santé appropriés et adaptés même en étant en situation précaire ;
- aient accès à des services qui donnent la priorité à la santé et au bien-être, et grâce auxquels elles peuvent exercer leurs droits sexuels et reproductifs dans leur ensemble ;
- voient leur inestimable contributions à la société et à l'économie reconnues grâce à l'adoption et le financement d'un *Care Deal for Europe*.

**Il est maintenant temps de changer de manière déterminante le paradigme et de repenser notre système actuel afin d'y mettre au centre l'égalité entre les femmes et les hommes.**



This publication has been funded by the Rights, Equality and Citizenship Programme of the European Union. The information contained in the publication does not necessarily reflect the position of the European Commission.